

La deuxième mort de Richard Descoings

(version finale – parue dans le Monde daté du 29-11-12)

Bruno Latour

(Avertissement: Bruno Latour a été de 2007 à 2012 directeur scientifique)

Mort une première fois, le 3 avril 2012, Richard Descoings est mort une deuxième fois le 22 novembre, mais, cette fois-ci, c'est un assassinat. Et comme dans l'un de ces rituels barbares qui plaisent tant aux badauds, on a jeté dans sa fosse l'une des personnes la mieux qualifiée pour lui succéder. Hervé Crès, puisque c'est lui dont on sacrifie la réputation, était le seul qui avait commencé à lui apporter la contradiction, mais l'un des seuls aussi qui croyait vraiment au projet radical qui fera la réputation de ce grand innovateur bien au-delà de sa double mort.

On mesure l'originalité d'un tel but au déferlement d'indignations parfois légitimes qui depuis près d'un an a pris la suite de l'adulation aveugle dont Descoings avait été l'objet. Dans tout ce tohubohu, on a oublié ce qu'il avait fait et ce qu'il voulait faire : modifier enfin la formation des élites politiques de ce pays et servir de laboratoire à la réforme de l'irréformable université française. Double cible qui se venge aujourd'hui si cruellement : d'un côté la haute fonction publique qui ne voulait pas qu'on touche à cette petite école qui leur allait parfaitement parce qu'on n'y apprenait à peu près rien qui puisse remettre en cause leur droit de naissance à représenter le bien public ; de l'autre, évidemment, l'Université qui ne pouvait pas supporter que naisse en France une *university*, au sens anglais, à la fois autonome, bien dotée tout en restant en prise avec les élites politiques et culturelles, au centre de tous les pouvoirs. Bref, le projet même d'Émile Boutmy, le fondateur de l'École. Ce projet hybride, Richard Descoings était en train de le réaliser — et c'est ce qu'on lui fait payer aujourd'hui en accablant sa mémoire et en paralysant sa maison.

Tout ce qu'il a accompli, n'espérez pas l'apprendre dans les journaux qui rabâchent depuis un an les mêmes ragots, après avoir avalé pendant dix ans, sans les critiquer davantage, les tours de magie de Richard Descoings. Qu'on juge de son scandaleux comportement : à Sciences Po, les anciens bourgeois se trouvent désormais brassés avec des élèves de banlieue — de banlieue! — et usent leur culotte dans des amphes remplis à 50% d'étrangers et

doivent en plus passer un an complet dans une grande université étrangère. Intolérable. À Sciences Po il existe six campus en région où des gamins de 17 à 19 ans pratiquent en trois langues la vie des « collèves » à l'anglaise combinant les avantages de la grande école et de l'université. Insupportable. Sciences Po mène sa propre politique étrangère de façon si efficace qu'elle traite d'égale à égale avec plus de 400 universités dans le monde. Incroyable pour un tel nain. À Sciences Po, on développe depuis huit ans des enseignements qui mêlent les sciences exactes et les sciences sociales pour former des élèves aux humanités scientifiques, double compétence essentielle en ces temps d'écologie. Insensé. Des ateliers de pratiques artistiques, obligatoires pour tous, sortent les élèves de leurs éternels exposés en deux parties deux sous parties. Mais jusqu'où iront-ils ?

Il y a pire. Sciences Po parvenait à refondamentaliser sa recherche au point de rafler sept ERC (la plus prestigieuse des bourses de recherche fondamentale européenne) et avait si bien réussi à innover dans ses projets qu'elle abrite aujourd'hui à elle seule trois dispositifs du grand emprunt (IDEX, LABEX et IDEFI). En quelques années, Sciences Po a créé de toutes pièces deux des meilleurs départements à l'international en économie et en droit tout en prenant, avec la création de son médialab, une place dans le renouvellement des méthodes quantitatives et en ouvrant son département d'histoire à l'international. Pour qui se prend cette inoffensive école de la rue Saint Guillaume dont l'insignifiance en matière de pensée était, jusqu'ici, proverbiale ? Intolérables succès, qui risquaient, si cela continuait, d'en faire un vrai centre intellectuel.

Mais le danger était plus grand encore ! À force d'innover, Sciences Po était parvenu à restaurer le prestige des universitaires en les payant enfin décemment, en leur donnant des bureaux, en les ouvrant au marché mondial, et en faisant converger — crime vraiment inexpiable — les fonctions de professeurs et de chercheurs. Imaginez cela, des chercheurs du CNRS fiers d'être traités comme des professeurs et des professeurs obligés à faire vraiment de la recherche parce qu'ils en avaient enfin les moyens (années sabbatiques comprises). Et le tout en moins de dix ans et sans avoir à trop s'occuper de ce que pouvaient dire les autorités !

Une institution autonome et rapide, capable d'échapper à la fois au pouvoir bureaucratique comme à celui, presque aussi étouffant, des mandarins assemblés. Tout cela grâce à une direction forte. Oui, bien sûr, trop forte, trop charismatique, trop

risquée. Exactement ce contre quoi, dès son arrivée, Hervé Crès avait commencé à prendre des mesures, en combinant enfin la force innovatrice de Descoings avec les procédures indispensables à la continuité d'un projet qui ne visait à rien moins qu'à modifier la conception des affaires publiques et la formation des serviteurs de l'État.

Eh bien l'État se sent attaqué ! Pour interrompre ce formidable laboratoire, que croyez-vous que les fins limiers de la Cour des Comptes aient trouvé ? Des décharges de cours mal suivies par la direction ! Dans sa tombe, comme il doit rire le Roi Richard ! Voilà les « graves dysfonctionnements » dont se repaît la presse à pleine page depuis un an... Oui, c'est vrai reconnaissons-le, Richard Descoings avait introduit en France de « graves dysfonctionnements » : il prétendait que l'État aussi bien que l'Université devaient être profondément renouvelés. Plus effroyable encore, il prétendait que la formation des élites politiques était si désastreuse qu'il fallait obliger ceux qui prétendent représenter le peuple à travers le vaste monde globalisé à enquêter par le truchement des sciences sociales enfin renouvelées. Quoi ? Le bien public devrait s'apprendre ? La République aurait besoin de savants ? Les énarques devraient faire de la recherche ? Peut-être même passer des doctorats au lieu de réussir d'absurdes concours ? Pour qui se prennent-ils, rue Saint Guillaume ? Ne savent-ils pas qu'en France, quand il s'agit de l'État, on ne peut pas, on ne doit pas innover ?

Mais au lieu de simplement le prétendre, Richard Descoings avait commencé à le réaliser ! Et en plus, il allait peut-être réussir, ayant enfin trouvé le successeur qui allait lui permettre de passer de cette gestion de corsaire dont il était le premier à reconnaître les faiblesses à une gouvernance plus régulière. La chance du corsaire Descoings, c'était de confier le trésor accumulé au mathématicien Crès : c'était avoir tous les avantages de l'innovation, sans le stigmate du drapeau noir hissé sur le mat. Quel gouvernement voudrait avoir le douteux honneur de couler l'une des rares institutions dans laquelle l'État, ce grand corps malade, aurait pu espérer puiser quelques uns de ses remèdes, grâce à une recherche enfin refondamentalisée ?

J'ai moi même servi sous Descoings et sous Crès et, comme beaucoup de mes collègues, malgré un an de bombardement médiatique, j'en suis immensément fier. Pour conclure, je vais m'enfoncer plus encore : je crois toujours à ce projet ; je ferai tout pour aider à le réaliser ceux qui ont encore l'audace d'y croire.

